

## INTERVIEW

MONNAIE COMPLÉMENTAIRE

# « Il faut redécouvrir la nécessité du partage »

Entretien : Marianne Louis

**woxx** : *Les monnaies complémentaires, qui sont des phénomènes locaux, peuvent-elles être une réponse à des problèmes nationaux comme le déficit de la caisse des retraites ?*

**Jean-Michel Servet** : Certaines monnaies citoyennes peuvent avoir une dimension nationale, notamment pour répondre aux besoins nés du vieillissement de la population. Au Japon, depuis les années 1990, a été mis en place un système permettant d'agir pour les personnes dépendantes. Une personne active peut s'occuper de personnes âgées durant son temps libre et voir son compte-temps crédité d'autant d'unités. Elle peut accumuler ces unités dans la perspective de ses propres besoins

prévisibles d'aide ; ou bien un de ses proches peut utiliser ces unités pour répondre à ses propres besoins immédiats. Pour que ce système fonctionne bien, il faut qu'il y ait une garantie des collectivités publiques afin que celui qui accumule du temps pour ses besoins futurs soit certain de pouvoir en bénéficier ultérieurement. On voit ici les potentialités d'une hybridation de ressources privées et publiques.

**Vous évoquez deux scénarios de sortie de crise : soit on autorise une inflation modérée pour rembourser les déficits, soit on prend le risque de voir apparaître des régimes fascistes ou populistes en Europe. Mettre un frein à l'inflation serait donc la mauvaise stratégie ?**

Le diagnostic des causes de la crise et des risques qu'elle contient notamment pour les régimes démocratiques est encore très imparfait. Ces risques sont liés à la seule recherche de solutions par le marché à but lucratif. Lorsque des économistes proposent de baisser les impôts pour y répondre afin de relancer la demande, il s'agit d'une stupidité. Ces experts ne semblent pas intégrer que la crise a pour origine essentielle la diminution de l'imposition des plus riches, la croissance considérable des inégalités de revenus et de propriété et l'accumulation de fortunes financières alimentant des mouvements spéculatifs. Ils ne comprennent pas qu'un nouveau système mondial d'exploitation au profit de la finance et de ses acces-

soires techniques (juristes, fiscalistes, informaticiens principalement) s'est mis en place. Il faut redécouvrir la nécessité du partage et du collectif à tous les niveaux. Ceux qui s'opposent à l'allègement des dettes par la hausse des prix soutiennent l'économie rentière caractéristique de l'empire de la liquidité.

**« Lorsque des économistes proposent de baisser les impôts pour y répondre afin de relancer la demande, il s'agit d'une stupidité. »**

**Les monnaies locales ne pourraient-elles pas constituer une solution envisageable pour sortir de la crise ?**

Un moyen essentiel pour lutter contre cet empire de la liquidité serait alors de gager toute création monétaire dans un fonds collectif, comme c'est le cas aujourd'hui pour les nouvelles monnaies locales. Celles-ci ne sont qu'un outil parmi beaucoup d'autres permettant une prise de conscience de la nécessité, pour construire une société solidaire, de privilégier des circuits courts, de diminuer l'empreinte écologique des consommations, de dynamiser les richesses humaines et matérielles locales.

**Une monnaie locale doit-elle être indexée sur l'euro, comme l'est le Beki ? Cette dépendance n'est-elle pas un risque en cas de problème au niveau de la monnaie officielle ?**

Les systèmes d'échange local ou les banques du temps, la génération antérieure des monnaies citoyennes locales, sont des systèmes comptables

## Pour une économie réelle

Au cœur de nos systèmes économiques modernes, la monnaie reste un objet difficile à appréhender. Le 16 mai, dans le cadre d'une conférence organisée par **Etika** autour des monnaies complémentaires, **Jean-Michel Servet** a rappelé le rôle essentiel de la monnaie en tant que vecteur du lien social et de l'intérêt collectif. La conception la plus commune la réduit souvent à un simple instrument au service du marché, cette soi-disant « main invisible » au nom de laquelle des milliers de mains anonymes brassent de l'air - et de l'argent - dans les hautes sphères de « l'empire de la liquidité », comme désigne Jean-Michel Servet le système économique et financier actuel. Après 25 ans de politiques néolibérales et de déresponsabilisation des détenteurs de capitaux, une économie financière prédatrice l'a emporté sur une économie réelle de production et d'échange. De ce fait, nous sommes sortis du capitalisme productif dont Marx, Max Weber ou Schumpeter ont fait l'analyse. La création de valeur économique se fait de plus en plus à travers la spéculation et les supports

techniques juridiques et informatiques permettant de la réaliser. Pour faire l'objet de spéculation, les titres doivent être liquides, c'est-à-dire qu'ils doivent s'échanger très rapidement et faire l'objet d'anticipations sur leur valeur future. Ainsi, un titre représentant un boisseau de blé fait l'objet de 2.000 transactions en moyenne entre son émission et sa livraison. L'émergence des monnaies locales correspond alors à une revendication citoyenne d'ancrer à nouveau les activités économiques dans la réalité pour répondre aux besoins du plus grand nombre. Elles mettent en lumière le caractère fondamentalement social de la monnaie qui est souvent ignoré. Le **Beki**, lancé en janvier dernier dans le canton de Redange, est la première initiative de ce type sur le territoire luxembourgeois. Une intervention de Max Hilbert, coordinateur de ce projet, a d'ailleurs précédé la présentation de Jean-Michel Servet. Suite à la conférence, ce dernier a bien voulu accorder une interview au **woxx** pour expliciter certains de ses propos.

Jean-Michel Servet, chercheur à l'Institut des hautes études internationales et du développement à Genève et auteur du livre « Les monnaies du lien ».

indépendants des monnaies centrales. Ils peuvent répondre aux situations de crise monétaire et financière majeure comme celle qu'a connue l'Argentine à la fin des années 1990. Se sont alors établis des clubs de « trueque » (1) et les bons émis par les gouvernements locaux. La nouvelle génération de monnaies citoyennes est gagée sur l'euro, ou la livre au Royaume-Uni par exemple, c'est-à-dire qu'elle s'obtient contre un dépôt de garantie en monnaie centrale de l'équivalent des monnaies créées dans un établissement bancaire.

**« Les responsables des banques centrales, dont les connaissances historiques sont trop indigentes pour être utiles, ignorent ces systèmes largement tombés en désuétude. »**

Mais généralement, les particuliers ne peuvent pas obtenir ensuite son change contre la monnaie centrale. C'est en fait la dynamique des échanges locaux qui est essentielle et ces monnaies pourraient s'autonomiser en cas de crise majeure de l'euro. Si certains pays quittaient la zone euro et retrouvaient leur indépendance monétaire, ces monnaies locales seraient définies alors par rapport à leur nouvelle monnaie nationale.

**Cependant, lors de la mise en circulation du Beki, la Banque centrale luxembourgeoise était loin d'encourager ce projet. Les monnaies locales concurrencent-elles donc l'euro ?**

Il est difficile d'affirmer qu'aujourd'hui, au vu des masses monétaires en circulation, les monnaies locales concurrencent la monnaie centrale. Je me souviens dans les années 1990 des craintes similaires à l'encontre des systèmes d'échange local et il a fallu batailler aussi pour faire reconnaître la légalité de ces échanges, au plan monétaire mais aussi fiscal, du droit du travail, etc. L'idée de l'unicité de la monnaie nationale - ou pluri-nationale telle que la zone euro par exemple - a été dominante au 20<sup>e</sup> siècle alors que la pluralité monétaire était plus commune auparavant. Au 19<sup>e</sup> siècle, il était fréquent que les manufactures paient en partie leurs ouvriers avec des bons qu'ils pouvaient dépenser dans les boutiques même de l'entreprise. Des systèmes analogues existaient dans les plantations coloniales et pendant la Première Guerre mondiale. Les chambres de commerce ont également dû émettre des monnaies de nécessité.



PHOTO: MARIANNE LOUIS

**Y a-t-il un risque que la législation soit remise en cause afin de limiter leur création ?**

Les législations en Europe reconnaissent l'existence de monnaies complémentaires, qui juridiquement sont des bons pour une monnaie. Mais ces systèmes étaient largement tombés en désuétude et les responsables des

banques centrales, dont les connaissances historiques sont trop indigentes pour être utiles, l'ignorent. La difficulté aujourd'hui est surtout de faire accepter par des services publics locaux des paiements dans ces monnaies plus que le risque d'une interdiction tant qu'elles sont acquises contre la monnaie centrale. Ne serait-il pas paradoxal que les banquiers centraux, soumis à l'idéologie du « free banking » des banques privées et opposés à la création monétaire collective par déficit budgétaire par les Etats, rejettent cette liberté monétaire de citoyens incarnée par ces monnaies complémentaires ?

(1) Le premier club de « trueque » (troc) naît en 1995, à Bernal, province de Buenos Aires. Cette initiative se duplique rapidement dans tous le pays et ce système informel de production et d'échange de biens et services s'impose alors comme une véritable économie parallèle.



### Les monnaies du lien

La monnaie n'est pas apparue après le troc. La monnaie n'a pas non plus été créée pour faciliter les échanges, pas plus que pour répondre aux besoins du marché : la monnaie a toujours existé, c'est un « fondement essentiel commun à l'ensemble des sociétés humaines ». Dans son livre « Les monnaies du lien », Jean-Michel Servet confronte ses propres travaux aux différentes théories économiques et anthropologiques qui ont largement influencé notre conception de

la monnaie. Il veut ainsi contribuer à la construction de l'économie solidaire comme une issue théorique et pratique à la crise.

*Les monnaies du lien, Jean-Michel Servet, Presses universitaires de Lyon, 456 pages, 2012, ISBN 978-2-7297-0850-4.*